

**CEREMONIE DES VŒUX DU DEPUTE
RAPHAËL SCHELLENBERGER
25 JANVIER 2020 – VIEUX THANN**

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

« On tient toujours du lieu dont on vient ». C'est cette citation issue de la fable de la souris transformée en fille de Jean de la Fontaine qui illustre mes cartes de vœux cette année.

Son choix n'est pas anodin, car il correspond à l'état d'esprit de mon engagement. En tant que député, ma fonction institutionnelle c'est le vote de la loi et le contrôle du gouvernement. Mais tout cela n'a pas de sens si ce n'est pas exercé en votre nom, en celui de notre territoire, en portant la voix de ce lieu dont nous venons.

Ce lieu dont on vient, notre belle 4^{ème} circonscription du Haut-Rhin, il porte chaque jour mon action.

La richesse des rencontres avec les habitants, avec les acteurs économiques, avec les bénévoles engagés sont autant de temps qui continuent à faire croître ma volonté de m'engager.

Mon attachement à notre terroir, à nos paysages allant des vallées vosgiennes à la plaine du Rhin,

Mon attachement à notre culture, à notre sens de l'humanité hérité de l'histoire complexe d'une région tiraillée,

Mon attachement à nos savoirs faire et à nos savoirs être sont autant de motivations pour porter votre voix avec conviction, parfois avec force et toujours avec la détermination d'être là où on ne m'attend pas pour faire avancer au mieux les dossiers de notre territoire.

Car ces dossiers, ils sont nombreux. Notre circonscription entre ville et campagne, regorge de dossiers à enjeux nationaux qui nécessitent une attention de tous les jours quant aux propositions et aux projets du gouvernement.

En ce 25 janvier 2020, le premier auquel je pense est évidemment celui de l'arrêt des réacteurs de la centrale nucléaire de Fessenheim.

Dans moins d'un mois, le 22 février prochain, commencera le plus grand gâchis de l'histoire industrielle de la France.

Ce jour-là, les faiblesses du politique incapable de faire des choix atteindront leur paroxysme.

Ce jour-là, le populisme écologiste qui surf sur les peurs des gens plutôt que de proposer des solutions qui améliorent réellement notre impact sur l'environnement gagnera une victoire.

Ce jour-là, nous vivrons le pire du cynisme du système macroniste.

Car depuis 2017, jamais ce pouvoir n'a donné l'explication des raisons du choix de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim.

Il s'agit d'un choix électoral, dénué de tout sens.

Il s'agit d'un acte de communication à l'exacte opposé de la stratégie énergétique du gouvernement.

Ce message, je le répète depuis 2017. Depuis mon élection je n'ai eu de cesse de souligner les contradictions de ce gouvernement cynique. Quit à passer pour celui qui agasse, Monsieur le Maire de Fessenheim, Cher Claude, nous avons aujourd'hui la démonstration de notre compréhension précoce des incohérences de ce gouvernement.

En effet, alors que dans quelques jours le premier réacteur va s'arrêter, le gouvernement vient de faire paraître sa Programmation Pluriannuelle de l'Energie.

Je passe sur le fait que ce débat pourtant hautement stratégique pour l'avenir énergétique de la France se fait dans le mépris le plus total du Parlement qui ne pourra même pas en débattre pour me concentrer sur le fond. Car qu'est ce qui est annoncé dans ce document :

- D'abord que les réacteurs nucléaires de 900 MW, du même type que celui de Fessenheim, du même âge que celui de Fessenheim et du même niveau de sûreté que celui de Fessenheim verront leur durée d'activité prolongée à 50 ans. Cela démontre bien, en plus des rapports de l'Autorité de Sûreté Nucléaire qui positionne systématiquement Fessenheim au premier rang des centrales en matière de sûreté, qu'il n'y

a absolument aucune raison technique de vouloir la fermeture de notre centrale

- Ensuite il y est indiqué que pour les prochains arrêts de réacteurs, ceux-ci devront se faire sans conduire à la fermeture d'un site nucléaire. Ce choix est juste et cohérent, je l'appelais de mes vœux dès 2017 afin de préserver l'économie dans les territoires concernés et afin de préserver des capacités de développement futur du nucléaire en France. Mais ce choix est l'exacte opposé de ce qui va se produire à Fessenheim.

Alors à moins d'un mois de l'arrêt du premier réacteur, en ce début d'année 2020, je souhaite avoir une pensée pour les salariés et les sous-traitants de ce formidable outils industriels.

A eux, qui depuis tant d'années sont les cibles d'un militantisme populiste délétère,

A eux, qui plus qu'ailleurs ont tout fait pour assurer la sûreté et la sécurité dans le fonctionnement des réacteurs,

A eux, qui sont des professionnels exemplaires et engagés et qui vont voir leur vie bouleversée.

J'ai également une pensée pour le territoire et ses habitants, cher Claude, qui ont porter pendant des années le nom d'une polémique politique à laquelle ils ne sont pour rien. A eux qui seront les premiers à subir l'absurdité du choix de ce gouvernement qui n'en assume aucune des conséquences.

Car le pire, mesdames et messieurs, c'est ce qui se passe pour préparer l'avenir de ce territoire. L'avenir de celles et ceux qui voudront continuer à vivre dans ce beau coin d'Alsace après l'arrêt définitif.

En effet, rien, absolument rien ne vient pour préparer le rebond économique.

- Pour compenser les 2000 emplois supprimés d'un vote,
- Pour rattraper les 400 millions d'Euros de Chiffre d'Affaire produits sur le territoire,
- Pour recréer les 90 millions d'Euros de Pouvoir d'achat injectés dans notre région tous les ans
- Pour compenser les 15 millions d'Euros de fiscalité locale

Tout notre département sera impacté. Certaines communes, du Sundgau par exemple, touchent aujourd'hui davantage de fonds liés aux impôts locaux de la centrale grâce à un mécanisme de péréquation qu'elles ne touchent de

dotations de l'Etat. Ce problème, que je soulève depuis de long mois, le ministère commence seulement à s'en préoccuper. A 1 mois de la fermeture...

Parce que cette prise de conscience de l'impact qu'aura l'arrêt de ce site sur l'ensemble de notre région n'est pas correctement perçu par le gouvernement, j'ai demandé, au mois de septembre dernier, la création d'une mission parlementaire de suivi de la fermeture de la centrale de Fessenheim. En effet, si le rôle d'un député est de contrôler l'action du gouvernement, alors sur ce sujet, il me semble plus que nécessaire que le parlement se dote des moyens d'action pour poursuivre cette mission.

Après des mois de négociation avec Richard Ferrand et avec Barbara Pompili, la présidente de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, j'ai obtenu la création de cette mission.

Elle sera installée dans les jours qui viennent et je devrai probablement en assumer la présidence.

Cette mission, je souhaite donc qu'elle nous aide à faire prendre conscience de l'inaction du gouvernement pour l'avenir de notre territoire.

La stratégie de l'autruche, de ce gouvernement qui met la tête dans le sable pour ne pas avoir à assumer la conséquence de ses choix, elle est particulièrement criante concernant le projet de reconversion du territoire.

Madame la Présidente du Conseil Départemental du Haut-Rhin, Chère Brigitte, Monsieur le Maire de Fessenheim, Cher Claude

Avant de poursuivre mon propos sur ce point je tiens à vous remercier. Car si quelque chose bouge dans ce dossier, c'est bien l'action des collectivités territoriales. C'est bien leur travail et leur engagement qui permettra d'accuser le choc. Même s'il ne suffit pas, il est à la hauteur de l'enjeu.

Mais c'est le seul.

Si plusieurs ministres ont signé le projet de territoire, ce contrat politique, les seuls financeurs en sont les collectivités territoriales. Aucun moyen du gouvernement. Ni financiers et budgétaires, ni réglementaires et normatifs.

Le projet de zone industrielle, EcoRhéna, patine face aux contraintes environnementale pour lesquelles le préfet refuse d'user de sa compétence de dérogation, qui lui a pourtant été accordée et qui fait l'objet de grandes annonces nationales : on va généraliser un pouvoir des préfets qui ne sert à rien puisqu'il n'est pas mobilisé quand il pourrait être utile.

Le projet de raccordement en matière d'infrastructure, ferroviaires ou routières, est dynamiquement porté par le département, mais là aussi, l'annonce des moyens ne permet pas aujourd'hui de se projeter dans leur concrétisation.

Enfin, même le projet phare, que le gouvernement a choisi de mettre dans la balance n'est plus viable. J'évoque là le projet de construction d'un technocentre afin d'installer à Fessenheim une filière de pointe et d'excellence dans le démantèlement nucléaire.

De qui vient cette idée ? Des écologistes aux même ! Face à l'argument de l'impact économique de la fermeture, voilà des années qu'ils nous promettent la création de milliers d'emplois liés aux activités de démantèlement.

Le technocentre, c'est l'occasion de créer ces emplois. Certes, avec un zéro en moins. Plutôt 150 emplois que 1500. Mais 150 emplois quand même. C'est aussi et surtout l'occasion de fixer ces emplois dans notre région.

Mais voilà, depuis le début, 2 conditions sont posées :

- La capacité à constituer une stratégie franco-allemande.
- La nécessité de faire évoluer la réglementation sur les déchets nucléaires.

Ces deux conditions, EDF les pose depuis 2 ans. Jean Bernard Levy l'a rappelé à l'occasion d'une question que je lui ai posée en commission des affaires économiques de l'assemblée nationale en novembre dernier.

Mais ces deux conditions, l'Etat ne s'occupe en rien de les lever. Elisabeth BORNE, Ministre de l'Environnement, lors d'une audition au début du mois à l'assemblée nationale m'a, agacée, envoyé sur les roses sur le sujet. Circulez, il n'y a rien à voir, le sujet n'est pas porteur. Pourtant, Emmanuel WARGON, Ministre auprès de la Ministre, promettait en septembre, lors du dernier

comité de pilotage, que ce projet serait la figure de proue d'une reconversion exemplaire du territoire.

Comme quoi. Ce qui est vrai à Paris ne l'est pas forcément en Alsace... et inversement.

Tout dans ce dossier est incohérent. Savez-vous par exemple que si ce projet ne se fait pas, nous continuerons à considérer tous les matériaux issus du démantèlement comme des déchets nucléaires, même s'ils ne sont ni radioactifs ni contaminés. Il faudra alors les traiter comme tel et les enfuir ou les stocker de façon définitive.

Par contre, nos voisins européens, qui disposent d'une réglementation adaptée, pourront eux les recycler et les remettre sur le marché européen des matières. Nous les verrons donc arriver dans nos biens de consommation.

Encore une fois, nous nous ferons avoir deux fois.

Allez comprendre !

Le gouvernement, sur ce sujet encore, fait l'autruche.

Alors, mesdames et messieurs, on tient toujours du lieu dont on vient. Quand on est le député d'un territoire qui fait l'objet d'un tel mépris du gouvernement, on ne dispose que d'une très faible sympathie pour ce dernier.

Une sympathie d'autant moins importante que ce n'est pas le seul dossier complexe.

Je ne m'étendrai pas sur stocamine. Depuis que j'ai rendu mon rapport parlementaire l'an dernier, la stratégie du gouvernement et de l'administration centrale n'a pas beaucoup changé. Ils poursuivent dans la non décision.

Courant du printemps, une nouvelle étude sera rendue sur l'opportunité d'un déstockage supplémentaire. Cette étude fait suite à l'étude du BRGM que nous avons obtenue suite à notre mission d'information parlementaire. Il faudra alors stopper les études et faire des choix politiques.

Sur ce dossier aussi, plutôt que du courage politique, c'est une stratégie d'évitement qu'a développé ce gouvernement. Sauf que le temps aggrave le problème plus qu'il ne le règle.

Le temps, dans ce dossier, organise l'impuissance de l'action des hommes. Le temps, dans ce dossier démontre une fois de plus le cynisme de ce gouvernement qui met en scène un volontarisme qu'on ne retrouve jamais dans ses actes.

Mais il y a aussi des dossiers qui avancent !

2020 sera l'année de la création de la collectivité européenne d'Alsace.

Cette bataille qui consiste à redonner une personnalité institutionnelle à l'Alsace m'est chère, vous le savez. Elle est au cœur et à la genèse de mon engagement politique. Elle s'est intensifiée avec le temps en 2013 lors du référendum alsacien puis en 2015 lors de la création de la grande région grand est.

Cette bataille n'est pas symbolique. Elle est sincère et cohérente. Elle est celle d'une démocratie vivante.

Lorsqu'il revient d'Amérique en 1832, Alexis de Tocqueville, le célèbre philosophe du 19^{ème} siècle, nous éclaire sur les forces et les dangers de la démocratie. Il nous alerte sur le risque que la démocratie se transforme en dictature de la majorité au nom de l'égalité. Mais il nous propose des solutions pour éviter que cela n'arrive. Il nous propose d'organiser nos pouvoirs politiques de façon à mobiliser toujours au mieux les citoyens. La clef qu'il nous propose, déjà en 1832, c'est la décentralisation. C'est l'exercice du pouvoir politique à un niveau de proximité avec les citoyens. C'est aussi la construction de nos institutions sur des réalités territoriales qui mobilisent les électeurs qui correspondent au premier contre-pouvoir.

Au rang des territoires qui mobilisent, qui donnent envie de se mobiliser, qui suscitent de l'engagement, l'Alsace se trouve incontestablement au premier rang.

J'ai ainsi toujours souhaité une collectivité territoriale à l'échelle de l'Alsace, avant tout pour mobiliser au mieux nos concitoyens à la définition de notre avenir commun.

Alors lorsque j'ai été élu député en 2017, j'ai souhaité siéger au sein de la commission des lois pour défendre cette conviction profonde. Pour défendre cette place essentielle des institutions locales dans le contrat démocratique. Je caressai aussi et surtout l'espoir d'un texte pour l'Alsace au cours du mandat.

Ce texte est arrivé. Il élargit les compétences relatives à la collectivité européenne d'Alsace.

Son parcours parlementaire n'a pas été un long fleuve tranquille, mais mon engagement dans sa rédaction m'a permis d'être nommé rapport d'application de cette loi. Il me reviendra donc dans les prochaines semaines d'aller concrètement m'assurer que ce qui a été voté est mis en œuvre.

Ce rôle, je compte l'exercer pleinement. Au droit des ministères évidemment, mais également de la société civile alsacienne et de nos collectivités territoriales. J'ai surtout et avant tout la conviction que cette aventure sera réussie si nous, alsaciens, savons pour une fois nous rassembler et porter d'abord ce qui nous rassemble, car notre pire ennemi dans cette bataille, ne nous trompons pas, c'est nous même ! Lorsque nous sommes unis à Paris peu de choses nous résistent !

Alors au-delà de la perspective de l'élection du premier (ou de la première) président(e) de la CEA le 2 janvier prochain, nous devons nous concentrer et travailler ensemble à de nombreux sujets.

Celui des routes d'abord. Voilà une excellente nouvelle que celle de savoir que la collectivité européenne récupèrera la compétence sur l'ensemble du réseau routier alsacien. Mais ce transfert de compétences devra se faire sans arnaque. Avec des moyens corrects qui permettent un plan d'investissement réel. Il n'est pas question que le contribuable national fournisse un effort conséquent dans les prochaines années pour rattraper des années de sous-investissement et que l'Alsace n'en bénéficie pas, forçant les alsaciens à payer deux fois.

Car les besoins d'investissements seront colossaux ! Sur les autoroutes, notamment notre axe Nord-Sud qui est saturé. Mais aussi sur les routes et je pense évidemment en particulier, chère Brigitte, à la RN66.

Ce dossier, comptez sur moi pour continuer à le prendre à bras le corps. Depuis plusieurs mois nous avons obtenu de petites améliorations. Elles ne sont pas spectaculaires, mais en temps normal elles fluidifient la circulation en entrée et sortie de vallée.

Fin 2020 les travaux du barreau reliant la RN66 à Leimbach débuteront et entreront dans leur partie la plus visible en 2021. Ce nouvel axe permettra de décharger la RN66 pour toute la desserte du Sud de Vieux-Thann et de Thann. Il produira des effets conséquents.

En projet depuis de nombreuses années, sa concrétisation est le fruit de l'action que j'ai conduite, avec Annick Lutembacher et Pascal Ferrari au sein du Conseil Départemental. Merci à vous de poursuivre ce projet qui va entrer dans sa phase opérationnelle.

Mais on ne peut pas s'arrêter à cela et il est venu le temps de s'atteler, avec méthode, à la question du passage à niveau de Thann, le fameux PN22. Depuis le début je crois en la nécessité de défendre des projets concrets, réalistes et finançables plutôt que de rêver à des grands contournements qui suscitent beaucoup d'espoir mais ne voient jamais le jour.

C'est dans cette logique que nous avons obtenu de la DREAL qu'elle propose des améliorations concrètes pour la traversée de Thann.

Avec Romain Luttringer, Maire de Thann, nous avons su convaincre de la nécessité d'imaginer une solution qui respecte tout le monde, habitants de la vallée mais aussi habitants de Thann qui ne sont pas responsables de la situation et qui, eux aussi subissent les nuisances de l'encombrement de cet axe. Je pense notamment aux questions de pollution et de qualité de l'air particulièrement sensible à Thann.

Ainsi, la DREAL, tenez-vous bien, a engagé un stagiaire !

Derrière le sourire que cela peut susciter, je crois en toute sincérité que cela a certainement été la meilleure des idées ! Faire un pas de côté, adopter un autre regard, changer de point de vue !

Et naquis une idée intéressante !

Dévier la RN66 vers le Nord après l'usine des chimiques, passer sous la voie ferrée à angle droit puis rejoindre à nouveau l'axe existant sans modifier les intersections urbaines.

Voilà une solution qui n'avait pas été imaginée jusque-là. Techniquement beaucoup plus simple à mettre en œuvre.

Ce dossier connaîtra des étapes importantes dans les prochains mois. En effet, je souhaite qu'une étude sérieuse et complète soit transmise à la CEA au 1^{er} janvier 2021, afin que celle-ci puisse immédiatement se lancer dans la concrétisation.

Les routes sont donc un enjeu majeur pour notre future collectivité alsacienne. Il faudra également s'attacher à concrétiser la taxe poids lourds. Sur ce dossier, j'espère que nous saurons nous démarquer des stratégies électorales. Il s'agit d'être efficaces et de nous comporter de façon rationnelle en bons alsaciens !

Alors peut être que la solution la meilleure mettra un peu plus de temps à se mettre en place. Mais si elle vaut le coup on peut bien attendre 2022 pour voire cette attente qui a maintenant 15 ans déjà devenir une réalité. Faisons preuve de pragmatisme.

Je ne m'étendrai pas sur les autres compétences qui font le ciment de l'identité alsacienne : bilinguisme, transfrontalier, capacité d'ouverture et de dialogue. Non pas que je n'y crois pas. Au contraire, vous savez toutes et tous à quel point je suis attaché à notre histoire et à ce qui fait de nous des alsaciens. Mais tout cela relèvera davantage du travail des conseillers départementaux et de nos futurs élus au conseil d'Alsace que du travail technique de législateur.

Il reste un sujet à aborder, et non des moindres, c'est celui de l'organisation de la société civile à l'échelle alsacienne. Car le politique seul n'est rien dans sa capacité à entraîner la société dans un projet collectif ! Sans rappeler encore une fois la pensée d'Alexis de Tocqueville, le rôle des corps intermédiaire est essentiel pour constituer un socle démocratique fort.

Alors les organisations civiles devront nous suivre. C'est en ce sens que nous avons, avec la quasi-totalité des parlementaires alsaciens, sollicité les présidents de club de football alsacien.

C'est une initiative politique, au sens où elle entend questionner sur la société que nous voulons construire ensemble. Sur les valeurs que nous partageons et pour lesquelles nous voulons nous organiser pour les transmettre au mieux dans le temps.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les dossiers locaux, alsaciens et de la circonscription qui, quotidiennement motivent mon travail sur le terrain et à paris.

Je tiens du lieu dont je viens. Je tiens au lieu dont je viens.

Et dans ce sens, 2020 sera un rendez-vous à ne pas manquer. Avec les élections municipales, nous aurons tous l'occasion de nous exprimer précisément sur le lieu dont on vient.

Pour ces élections, ce que nous constatons d'abord c'est une désaffection globale de l'engagement. Combien de communes n'auront qu'une seule liste de candidats ? Combien de candidats auront du mal à boucler leurs listes ? Voilà autant de signes qui ne sont pas rassurants sur la vitalité de notre démocratie, bien que locale.

En décembre dernier nous avons travaillé sur un texte de loi sur l'engagement des élus locaux. Ce texte, auquel j'ai largement pu contribuer et y introduisant des spécificités alsaciennes comme les brigades vertes, ne suffira néanmoins pas.

Alors je formule le vœu que 2020 voit renaître une envie d'engagement dans nos territoires, dans nos associations et dans nos municipalités.

Je formule également le vœu que cet engagement soit motivé par l'envie de se mettre au service. Le projet sincère de porter une vision pour le territoire dont on vient.

Les élections, c'est forcément l'incarnation personnelle dans des candidates et des candidats de choix et d'alternatives. Je formule le vœu que les motivations de chacune et chacun soient collectives.

Car nous avons assez des batailles d'égaux et notre société ne peut pas se permettre de se fracturer encore davantage.

Si je crois plus que jamais en la capacité des échelons locaux à rassembler et à recréer du sens, c'est aussi parce qu'à l'échelle internationale, la situation n'a pas été aussi tendue depuis fort longtemps.

Alors, avant de conclure, je souhaite partager avec vous une pensée pour nos militaires. Ces engagés qui sont prêts à sacrifier leur vie pour protéger notre mode de vie et notre liberté.

Nous pouvons être fier de notre armée française et de nos soldats. Ils sont prêts à tout et l'an dernier les faits nous l'ont trop souvent rappelé. J'ai une pensée toute particulière pour nos 13 soldats morts au Sahel, et plus particulièrement pour nos deux soldats d'origine alsacienne, le maréchal des logis chef Leusie et le Lieutenant Pierre Emmanuel Bockel.

J'ai une pensée également pour les marsouins du Régiment de Marche du Tchad de Meyenheim. 100 d'entre eux, dont leur chef de corps, sont actuellement à Bagdad, là où la tension est telle que tout peut basculer d'un moment à l'autre.

Par la même occasion, je tiens à me féliciter de l'inauguration, cette semaine, de leur nouveau bâtiment d'hébergement au quartier Dio. Il permettra enfin d'améliorer les conditions d'hébergement de ces jeunes hommes et de ces jeunes femmes qui sont prêt à tout pour la France. J'espère que les moyens suivront pour permettre de rénover les anciens bâtiments et permettre enfin à chaque marsouin de pouvoir prétendre à une douche chaude chaque jour.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Dans cette situation mondiale particulièrement tendue, dans un environnement complètement bouleversé, nous devons, décideurs politiques, plus que jamais repenser un modèle de société.

Mais repenser, ce n'est pas réinventer. Parce que je tiens du lieu dont je viens, je suis particulièrement attaché à notre tradition philosophique et politique d'humaniste rhénans. Cette pensée politique si alsacienne qui, depuis longtemps pense la place de l'Homme, sa capacité à se dépasser et à respecter son milieu et son environnement. Cette idée que l'on peut avoir confiance en l'Homme éclairé.

Cet humanisme Rhénan est un idéal puissant face à une société de plus en plus individualiste dont la temporalité est devenue l'instant.

Cela nécessite de la confiance en l'humanité. J'y crois. Car avec tous nos défauts, je crois en notre capacité à nous rassembler pour porter ensemble une ambition.

Cela nécessite également de la part des responsables politique de l'engagement, de la sincérité et de la transparence.

Ces valeurs, je les mets en œuvre tous les jours. Et parce que je tiens du lieu dont je viens, vous pouvez compter sur moi pour les porter entièrement et sans concession au quotidien dans mes missions.

Avant de vous inviter à partager le verre de l'amitié, il ne me reste qu'à vous formuler mes vœux sincères pour cette nouvelle année.

Alors que 2020, dans la santé, vous apporte à toutes et à tous des moments de joie et d'émerveillement

Qu'elle vous apporte de la curiosité qui vous conduira aux rencontres et aux découvertes.

Qu'elle vous apporte de l'audace qui vous conduira à oser et à entreprendre.

Qu'elle vous rappelle tous les jours que vous êtes entourés pour construire vos succès avec votre histoire.

Car on tient tous, du lieu dont on vient !

Belle et heureuse année 2020 à toutes et à tous.